

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Crise-sociale-en-Bolivie-le-president-soumet-sa-demission-au-parlement-mais-elle-n-est-pas-irrevocable>

Crise sociale en Bolivie : le président soumet sa démission au parlement, mais elle n'est "pas irrevocable"

- Les Cousins - Bolivie -
Date de mise en ligne : lundi 7 mars 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le président bolivien Carlos Mesa a annoncé dimanche, dans un message radio-télévisé, qu'il présentera sa démission lundi en raison de la grave crise sociale que traverse le pays.

[Leer en español](#)

"J'ai décidé - compte tenu de la considération que j'ai pour le pays, de la considération que j'ai pour vous, citoyens de Bolivie, comme je suis tenu par la constitution - de présenter au pays ma démission en tant que président constitutionnel de la République", a déclaré Carlos Mesa.

Pour Evo Morales, leader de l'opposition, il s'agit d'un chantage, car cette décision n'est pas irrévocable. Le président bolivien Carlos Mesa a annoncé dimanche, dans un message radio-télévisé, qu'il présentera sa démission lundi en raison de la grave crise sociale que traverse le pays.

"J'ai décidé - compte tenu de la considération que j'ai pour le pays, de la considération que j'ai pour vous, citoyens de Bolivie, comme je suis tenu par la constitution - de présenter au pays ma démission en tant que président constitutionnel de la République", a déclaré Carlos Mesa.

L'agitation sociale des derniers jours s'est focalisée autour de la guerre de l'eau que mène la ville de El Alto contre la gestion de la filiale de Suez, Aguas del Illimani (voir El Correo : [Bolivie : situation de rébellion populaire contre le concessionnaire du Groupe Suez.](#)) et a donné lieu à plusieurs manifestations et barrages.

La pression porte aussi sur le secteur des hydrocarbures et la hausse des prix des carburants. 26 compagnies pétrolières dont Total (France), Petrobras (Brésil), British Gaz (GB), Exxon Mobil (USA), Repsol (Espagne), Plus Petrol (Argentine) détiennent 70 contrats qui risquent d'être annulés par la nouvelle loi sur les hydrocarbures. L'opposition réclame une augmentation des royalties payées par les multinationales.